

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article IV-6

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article IV - 6 (Ex Article F) Procédure de révision du traité instituant la Constitution

Ajout d'un paragraphe :

5. Sans préjudice des paragraphes 1 à 3, le Conseil européen peut décider, selon la procédure prévue au deuxième alinéa, de modifier les dispositions de la Constitution autres que celles des Titres I à III et IX de la Partie I, de la Partie II et de la Partie IV, à condition que ces modifications ne confèrent pas de nouvelles compétences à l'Union et qu'elles ne changent pas l'équilibre des pouvoirs entre les institutions.

Le gouvernement de tout État membre, le Parlement européen ou la Commission, peut soumettre au Conseil européen des projets de révision de la Constitution. Le projet de révision est notifié aux Parlements nationaux des États membres au moins six mois avant que le Conseil européen prend une décision. Le Conseil européen consulte la Commission ainsi que de la Banque centrale européenne au cas où les modifications envisagées portent sur le domaine monétaire. La Cour de justice rend un avis sur la conformité des modifications envisagées avec les dispositions de l'alinéa précédent. Le Conseil européen statue à la majorité des cinq sixièmes de ses membres, après approbation par le Parlement.

Les modifications ainsi décidées entrent en vigueur deux ans après la décision du Conseil européen, à moins que celui-ci, statuant à l'unanimité, décide d'une entrée en vigueur à une date antérieure.

Explication :

Il est crucial d'éviter que la modification de la Constitution s'avère impossible dans la pratique. La procédure qui prévoit l'unanimité à la CIG et ratification dans tous les États membres pour l'ensemble des dispositions de la Constitution est trop lourde, compte tenu du grand nombre de dispositions de rang constitutionnel (non seulement les quatre Parties de la Constitution, mais également les Protocoles anciens et nouveaux). Le paragraphe 4 (qui prévoit seulement que le Conseil européen se saisit de la question lorsque quatre-cinquièmes des États membres ont ratifié et qu'un ou plusieurs États membres rencontrent des difficultés pour procéder à la ratification) ne constitue pas une réponse suffisante.

Il est proposé de permettre au Conseil européen d'apporter des modifications à la Constitution, à la condition (a) qu'elles ne portent pas sur les principes fondamentaux, la Charte des droits fondamentaux, la répartition des compétences, ou le cadre constitutionnel (b) qu'elles ne comportent pas de nouvelles attributions de compétences à l'Union et (c) ne changent pas l'équilibre interinstitutionnel.

Dans ces cas il devrait être suffisant que le Conseil européen décide de ces modifications à la majorité des 5/6. Afin de renforcer la légitimité démocratique des révisions envisagées, il est proposé de prévoir l'approbation du Parlement européen. En revanche, il est proposé de ne pas faire de ratifications nationales, mais d'impliquer les parlements nationaux en amont de la prise de décision, pour qu'ils puissent pleinement jouer leur rôle à travers le contrôle qu'ils exercent sur les gouvernements, plutôt que de limiter leur implication à la seule faculté - qui souvent est politiquement une obligation - d'entériner l'accord intervenu au Conseil européen.

Il est proposé, enfin, de prévoir un délai de deux ans pour l'entrée en vigueur des modifications décidées (à moins qu'à l'unanimité le Conseil européen en décide autrement), en vue de permettre à un Etat membre de se retirer de l'Union (en vertu de l'art. I-59), s'il le préfère cette solution plutôt que de se soumettre aux modifications décidées.